

L'Etat sans peuple se retrouve face à ce qu'il a créé.
A quoi travailler si on veut la paix, le respect, la justice, les droits pour tous ?

1) Le mépris généralisé, le fait que plus rien ne se discute et puisse se négocier avec l'Etat, son gouvernement, les différents élus (mairies, conseils départementaux...) voilà la réalité du rapport de l'état et des institutions aux gens. Cette politique, cet Etat, que nous avons appelé l'Etat sans peuple, l'Etat séparé des gens, est maintenant confronté à ce qu'il a lui même créé : il se retrouve directement face aux gens, sans organisation, sans représentants (ces fameux corps intermédiaires). La phrase « *vous n'avez pas compris ce que nous faisons, nous allons vous le re-expliquer* », servie régulièrement devant toute opposition ne fonctionne plus. Devant ce mépris, dans cette non-négociation, il n'y a plus d'espoir d'amélioration.

2) Le mouvement actuel des gilets jaunes vient en réaction à cette réalité d'Etat séparé, d'Etat sans peuple, à laquelle de nombreuses personnes se trouvent confrontées, personnes qui il y a encore peu de temps, se sentaient « *considérées* », « *prises en compte* », et étaient plutôt épargnées par la dureté des différentes mesure étatiques.

Jusqu'alors, ce traitement très dur, de mépris et de non prise en compte des gens était réservé aux « banlieues », à ses habitants considérés comme « un peu suspects » par beaucoup car si l'état leur inflige un tel traitement, c'est que quelque part « *ils doivent bien le mériter...* » : comme le dit la rumeur « *il n'y a pas de fumée sans feu...* ». Autrement dit, il y avait silence et consensus sur cette politique circonscrite à des gens, français pour la plupart, mais désignés et considérés comme étrangers par l'Etat et par beaucoup d'autres habitants.

3) Avec l'ère Macron vient la tentation de généraliser ce traitement : c'est un peu l'idée : « *ce que vous avez accepté comme normal pour des millions d'habitants des banlieues, vous allez maintenant le connaître pour vous-mêmes, et les meilleurs sauront s'en sortir* », voilà la logique Macronienne. Au travers de cela, il s'agit de faire accepter la pauvreté à ceux qui la vivent déjà, et de généraliser la paupérisation importante de ceux qu'on appelle « les couches moyennes ». Il faut passer en force, faire passer l'idée que la vie des gens ne compte pas, qu'au contraire « ils sont une charge », « qu'ils coûtent cher » (le fameux « *pognon de dingue* »). Et cela en déniait tout principe et toute responsabilité collective pour l'organisation de la société et la prise en compte de chacun.

4) Que des fascistes notoires soient présents dans ce mouvement n'enlève rien à ce que dénoncent la plupart des manifestants : le mépris, la non prise en compte, l'injustice, la paupérisation etc... Si les débats là-dessus avancent, les militants fascistes présents auront de moins en moins d'importance.

5) Que Macron et son gouvernement « dégagent » peut soulager mais laissera les questions ouvertes. La division de l'après mouvement sera normale. Que cherche-t-on les uns et les autres ? Discutons-en !

6) Au travers de ce mouvement une véritable solidarité à mettre en place se cherche, des liens de personne à personne se créent : des gens différents se parlent, s'écoutent. Il y a une importance des paroles, des mots, des affirmations qui sont formulées. Ce n'est qu'à partir de là, de la prise au sérieux de ce qui est dit par chacun dans la situation, que peut exister une véritable puissance des gens : de la confiance peut naître car chacun parle en son nom et pas au nom des autres, et ce qu'il dit l'engage. Ainsi tout le monde sait à quoi, à qui, on a affaire et on peut donc éventuellement décider ensemble.

7) Un point est de savoir maintenant si vouloir « être compté », « être pris en compte » est un principe qui doit s'appliquer à tous et pour tous, ou bien doit être réservé à quelques-uns ?

Ou alors, pour compter soi-même, va-t-il falloir décider qui ne doit pas compter, comme le proposent déjà certains dans des discussions de ronds-points ? Ce n'est pas une question simple qui peut se régler par le taux d'une taxe.

- Beaucoup de drapeaux tricolores sont agités. Pourquoi pas. Mais alors pour dire quoi ? Que la France doit retrouver des principes généraux pour tous, liberté, égalité, fraternité ? Que tout un chacun dans ce pays doit être traité avec bienveillance et justice ? Qu'un pays, en définitive, n'est fait de rien d'autre que de la prise en compte de tous ceux qui y sont ? Ou autre chose encore ? Il faut affirmer ce qu'on veut comme pays, en débattre. C'est autre chose que le choix d'un président : c'est un choix de vie, des principes, et ce peut être un espoir en acte.
- Il faut aussi parler entre nous sur ce que l'on pense et ce qu'on entend faire pour que la séparation des gens en fonction des lieux d'habitation (villes/campagnes, centres/périphéries etc), des origines, des religions ou autres cesse, car cela ne fait qu'attiser des tensions entre des gens différents, qui ne se connaissent pas. C'est une très grande faiblesse, qui ne peut profiter qu'aux gouvernants, quels qu'ils soient. Désigner une fois les chômeurs, une autre les habitants des quartiers, une autre encore les retraités ou les fonctionnaires, et, de manière criminelle, les réfugiés, on sait très bien que cela renvoie à la méfiance et à l'impuissance, à une politique gouvernementale basée sur les tensions civiles.
Etre capables et puissants, dans la durée, demande des principes qui justement permettent de compter tout le monde. Si on veut de la justice, il faut être juste ! Etre juste, ce n'est pas renouveler ce que l'état et les différents politiques ont mis en place : la séparation des gens et des pratiques de tensions désignant certains comme des ennemis du pays (*les dernières images de lycéens, à genoux mains sur la tête évoquent une scène de guerre. Que l'Etat justifie de telles pratiques contre sa jeunesse en dit long du rapport guerrier qu'il entretient contre sa population*).

8) Il ne s'agit pas de prévoir ce que donnera ce mouvement, mais de tracer ensemble quelques possibles à tenir dans la durée, dès maintenant et dans l'après, car tout reste ouvert, que Macron fasse le choix de la dissolution, de l'état d'urgence, ou qu'il tente un changement de régime...

Une chose est sûre, la représentation parlementaire qui légitime l'Etat se termine. Par quoi l'Etat va-t-il vouloir/pouvoir la remplacer reste une grande interrogation.

Ce qu'il est possible de se fixer à soi-même, quelles que soient les suites étatiques décidées, c'est de travailler dans le sens d'une capacité et d'une puissance des gens, à distance de l'Etat, afin de prescrire sur la paix, le respect, la justice, les droits : des principes pour tous.

Jean-Louis
8 décembre 2018